

Depuis plus d'un mois et demi, Trump et Netanyahu mettent le Moyen-Orient à feu et à sang. Les bombardements au Liban et en Iran montrent encore une fois le visage meurtriers des puissances impérialistes, qui veulent assurer leur contrôle de la région alors même qu'ils continuent de génocider et coloniser le peuple palestinien en toute impunité. L'État français n'est pas en reste avec ses 5 000 militaires français déployés dans la région, et se tient prêt à intervenir pour avoir sa part du gâteau.

"Cessez-le-feu" ... mais continuez la guerre

Un cessez-le-feu de deux semaines avait été convenu le 8 avril dernier entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran, mais dès le 12 avril Trump parle d'échec des négociations et menace de bloquer le détroit d'Ormuz en bombardant les navires qui y passeraient, détroit rouvert pour l'Iran depuis le 8 avril contre un péage de 1 à 2 millions de dollars par bateau. Quelques heures après l'annonce du cessez-le-feu, Israël n'a pas hésité une seconde à bombarder le Liban comme jamais, se vantant d'avoir fait plus de 100 raids en 10 minutes, une véritable boucherie. Depuis le 28 février, ce sont 5 000 morts, 25 000 blessés et près de 3 millions de déplacés dans la région.

La France participe : ne les laissons pas faire cette sale guerre en notre nom !

Macron et l'Union européenne ont beau avoir déclaré que « personne ne voulait participer activement à cette guerre », le gouvernement français est sur les *starting block*. Le porte-avion *Charles de Gaulle* trempe toujours près de Chypre, proche du Liban où 50 multinationales françaises sont implantées, avec près de 2 000 militaires à bord. En plus de cela, ce sont 5 000 militaires français qui sont déployés dans la région et l'État français autorise les États-Unis à utiliser ses bases militaires au Moyen-Orient. Le 9 avril, Catherine Vautrin, ministre des Armées, a d'ailleurs indiqué que « rien n'était à exclure » concernant la participation de la France à une opération de déminage dans le détroit d'Ormuz. Il faut s'opposer à la participation de la France à cette sale guerre !

Macron mène déjà ici la guerre sociale

Pour se donner les moyens de ses ambitions impérialistes, le gouvernement français militarise. Augmentation du budget de l'armée de 7 milliards cette année, 36 milliards de plus ajoutés à l'enveloppe des 413 milliards déjà prévus jusqu'en 2030, nouveau porte-avion à 10 milliards... Une addition salée qu'ils veulent nous faire payer. Tandis que les patrons comme le PDG de Total profitent de la guerre pour spéculer et faire gonfler artificiellement les prix, on nous demande de serrer la ceinture. Les coupes budgétaires dans les services utiles à la population continuent, comme dans l'éducation ou l'hôpital. À la fac, cela se traduit par des suppressions de postes et d'heures de cours, l'augmentation des frais d'inscription pour les étrangers et l'aggravation de la sélection sociale.

D'une autre main, le gouvernement veut réprimer les contestations étudiantes : avec la loi Yadan, il criminalise le soutien au peuple palestinien ; avec la loi Hetzel, ce sont les occupations et les blocages des facs qui sont visés.

Partout où c'est possible, il faut chercher à exprimer collectivement notre refus de l'austérité, du militarisme et de l'impérialisme : autant dans les mobilisations lycéennes à Marseille que dans celles des étudiants à Bordeaux, et bien sûr dans tous les rassemblements contre la guerre au Moyen-Orient, comme ce vendredi 17 avril à Paris.